

Le chômage

● (1710)

Monsieur le président, ils nous disent continuellement qu'ils n'ont pas eu le temps, que la session vient de commencer. Monsieur le président, à ma connaissance cela fait plus de six mois que les ministériels sont élus. Ils ont eu plus de six mois pour étudier. Ce qui est plus drôle, c'est que, si je me souviens bien, avant les élections ils avaient créé un fameux comité de la prise du pouvoir qui étudiait encore pour pouvoir traverser si jamais ils gagnaient les élections.

M. Alexander: Attendez le budget!

M. Olivier: Ils les ont gagnées. Monsieur le président, si le ministre du Travail (M. Alexander) veut parler, s'il veut s'occuper des problèmes ouvriers, des grèves, s'il veut vraiment régler les problèmes des employés de la Bell Canada qui n'ont obtenu qu'une augmentation de 2.5 depuis 1977, il devrait s'occuper de ses affaires au lieu de crier de bord en bord de la Chambre. Il est en train de devenir, par ses réponses à la Chambre, le plus grand patineur qu'on ait connu comme ministre du Travail. Il devrait s'appliquer à connaître son ministère, à ouvrir ses dossiers et à en faire la lecture.

Monsieur le président, si je revenais à la création du non-emploi. On l'appelle le ministre de l'Emploi, je ne peux pas savoir pourquoi, mais on l'appelle ministre de l'Emploi; moi je l'appellerais le ministre de la création du chômage. C'est bien plus comme cela qu'on devrait l'appeler. Il n'a pas pu nous démontrer ce qu'il avait fait pour tenter de régler le problème du chômage. Le député de Blainville-Deux-Montagnes a démontré très clairement que par l'augmentation successive et dangereuse du prix de l'énergie, par les tractations entre le premier ministre du Canada et les premiers ministres conservateurs qui ont décidé de surtaxer les Canadiens, de permettre aux compagnies pétrolières de ne pas payer d'impôt: la Shell Canada a réalisé 400 millions de dollars de profit l'année dernière et n'a pas payé un sou d'impôt. Après cela, on va dire que l'on va créer des emplois avec l'entreprise privée.

Monsieur le président, nous sommes vraiment ici les représentants de la petite entreprise et de tous les travailleurs du Canada. Jamais nous n'accepterons d'être identifiés de la façon dont le parti progressiste conservateur est identifié, c'est-à-dire aux multinationales qu'on appelle la haute finance. On n'a qu'à jeter un coup d'œil pour voir comment ils recrutent leur personnel dans la haute direction du parti pour se rendre compte que leurs meilleurs amis ne se situent pas loin de l'Imperial Oil. Ils sont souvent par là.

M. Alexander: Quelle honte!

M. Olivier: Le ministre du Travail crie: honte! Je suis d'accord avec lui, mais il devrait le dire publiquement. Il devrait avoir le courage de se lever et de dire: Honte à mon parti d'être toujours avec les multinationales tel qu'il l'est. Mais il n'en a pas le courage. Si le ministre du Travail me laisse continuer en paix, je le laisserai en paix moi aussi. Il devrait régler ses problèmes à l'intérieur de son ministère.

On nous a dit qu'on avait créé des «jobs». On n'a même pas été en mesure de nous dire combien ils en avaient créés. J'espère que le secrétaire parlementaire pourra répondre à cette question. Monsieur le président, au mois d'octobre le chômage a augmenté. On n'en parlait pas beaucoup. Le ministre lui-même nous a demandé la permission de pouvoir parler plus longtemps qu'à son tour. Nous avons accepté. Sait-on

pourquoi? Parce qu'il n'avait pas dit encore, après 30 minutes, un mot sur la main-d'œuvre féminine.

Alors que la main-d'œuvre féminine au Canada est exploitée, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Atkey) n'a pas dit encore un mot, monsieur le président. Grâce à la bienveillance des députés de ce côté-ci, nous avons décidé de le laisser parler, parce que, nous, nous sommes intéressés à savoir ce qui va arriver de cette main-d'œuvre qui est exploitée. Qu'on regarde dans les petites manufactures, comment ces gens-là travaillent au salaire minimum, des 10 et 12 heures, sans qu'il y ait un ministre du Travail responsable capable de présenter des mesures visant à les aider à se regrouper et à se défendre.

Monsieur le président, il y a quelques semaines, je posais la question suivante au ministre des Finances (M. Crosbie), et je cite:

Vous ne trouvez pas que \$2.90 de l'heure qui est le salaire minimum au Canada, vous ne trouvez pas que c'est un peu indécent, vous ne trouvez pas que vous pourriez peut-être les augmenter un peu?

La seule réponse qu'il a donnée c'est qu'il y verrait dans son budget. Ils sont chanceux d'avoir à présenter un budget bientôt, parce que, pour répondre à toutes les questions très précises que nous leur posons, monsieur le président, ils attendent le budget.

Malheureusement, monsieur le président, le 11 décembre, il va être trop tard, trop tard pour la création d'emplois qui va être effective cet hiver, trop tard pour les gens de Matane qui n'ont pas d'emploi, trop tard pour les gens de la Beauce, trop tard pour les gens de Montréal, trop tard pour les gens de Roberval et de Québec. Ces gens-là, monsieur le président, ne semblent pas prendre au sérieux la création d'emplois. Ils nous parlent plutôt de créer une atmosphère paisible à l'entreprise privée, et puis ils nous disent: Une stratégie d'emploi cela ne s'élabore pas par le gouvernement, la création d'emplois ce n'est pas la priorité d'un gouvernement. C'est scandalisant, monsieur le président.

Quand on sait si bien que dans un système capitaliste à outrance, si on n'a pas une économie mixte, il y aura des gens qui se feront exploités, monsieur le président. Le ministre est revenu. Il nous disait qu'il avait créé des emplois. Qu'est-ce qu'il a fait pour la compagnie ITT-Rayonier? Qu'est-ce qu'il a fait pour la Redpath Sugar? Qu'est-ce qu'il a fait pour le journal *The Star* de Montréal? Trois mille emplois perdus! Il ne nous a pas parlé de cela, monsieur le président.

Je connais deux compagnies de Ville La Salle qui ont fermé leurs portes. La Kenworth a procédé à des mises à pied, mais on n'en parle pas. On parle des beaux problèmes de la «big business». C'est cela qu'il faut dire, ces gens-là travaillent strictement pour la haute finance, pour les multinationales, ils se sont compromis, c'est ça leur problème. Monsieur le président, par rapport au mois de septembre, il y a eu 49,000 chômeurs de plus au mois d'octobre, et ils nous disent qu'ils ont créé de l'emploi; je ne comprends pas, moi, que depuis très longtemps c'est la première augmentation du taux de chômage, et le gouvernement précédent avait réussi à maintenir un taux de chômage peu élevé. Avec le gouvernement progressiste conservateur, au Québec, on est rendu à un taux de 10 p. 100.